

Burundi : des milliers de personnes célèbrent le retrait effectif de la CPI

@rib News, 28/10/2017 â€“ Source AFP Des milliers de personnes ont manifesté samedi dans tout le Burundi, à l'appel du gouvernement, pour "célébrer" le retrait du pays de la Cour pénale internationale (CPI), effectif depuis vendredi. Quelque 5.000 personnes, dont des centaines de conducteurs de taxis-vélos, taxis-motos et tuk-tuk, ont défilé dans les rues de Bujumbura, en chantant et dansant au son d'une fanfare, a constaté un photographe de l'AFP.

Au long d'un parcours qui les a menés notamment devant l'ambassade du Rwanda, de la Belgique et de l'Union européenne - véritables bêtes noires du régime -, ils ont lancé des slogans du genre "Bye bye CPI", "le Burundi vient d'écrire l'une des plus glorieuses pages de l'histoire du monde" ou encore "le Burundi est un exemple pour l'Afrique". Les manifestants se sont finalement rassemblés sur la place de l'indépendance, où ils ont fait "la fierté d'une souveraineté nationale" retrouvée. Le médiateur burundais, Edouard Nduwimana, à la tête du cortège, a appelé les manifestants "à prier pour les autres pays d'Afrique pour qu'ils puissent suivre l'exemple du Burundi", en se retirant d'une CPI qui "est arrogante, méprisante envers nous et qui veut poursuivre les victimes à la place de leurs bourreaux". De semblables mobilisations se sont déroulées simultanément dans les chef-lieux des 17 autres provinces du pays, selon la radio nationale. Le Burundi est devenu vendredi le premier pays à quitter la CPI, créée il y a quinze ans à La Haye pour poursuivre les auteurs des pires atrocités dans le monde. Ce retrait a pris effet exactement un an après la notification formelle aux Nations unies par le Burundi de sa décision de se retirer du seul tribunal permanent qui juge les crimes de guerre. Toutefois, une enquête préliminaire se poursuivra, lancée en avril 2016 par le procureur général de la Cour, Fatou Bensouda, à la suite de rapports de "meurtres, emprisonnements, tortures, viols et autres formes de violence sexuelle, ainsi que des cas de disparitions forcées". Le Burundi est plongé dans une grave crise depuis que le président Pierre Nkurunziza a annoncé en 2015 sa candidature à un troisième mandat, obtenu après une élection boycottée par l'opposition. Les violences qui ont accompagné cette crise ont depuis fait de 500 à 2.000 morts, selon les sources (ONU et ONG), des centaines de cas de disparition forcée et de torture, et ont poussé à l'exil plus de 400.000 Burundais. Créée en 2002, la CPI, qui compte désormais 123 États membres, a souvent été critiquée par certains pays qui prétendent qu'elle cible injustement les nations africaines.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});